

## **REGLEMENT DE CONSULTATION ET « CAHIER DES CHARGES » D'APPEL À PROJETS**

**SELECTION DE PROJETS DANS LE PERIMETRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE L'APPRENTISSAGE BTP RELATIFS A LA PREVENTION DES ABANDONS ET RUPTURES EN  
APPRENTISSAGE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**

**Émetteur de l'appel à projets :** CCCA-BTP, Cellule d'appels à projets.

- **Pilotage :**

- Secrétariat Général du CCCA-BTP
- Direction de la Mission de Transformation Stratégique (DMTS)
- Direction des Finances, Évaluation, Patrimoine et SI (DFEPSI)

- **Expertises :**

- Direction des Politiques de Formation et Innovation Pédagogique
- Direction du Marketing, du Développement et de l'Innovation Stratégique

### **OBJECTIF GENERAL :**

***« Sélection de porteurs de projets et de projets en vue de leur financement portant sur la prévention des abandons d'apprentis et ruptures de contrats d'apprentissage ».***

## **1. PRESENTATION DU CCCA-BTP**

Le CCCA-BTP (Comité de concertation et de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics) est un organisme professionnel et paritaire, dirigé à la fois par les fédérations d'employeurs (CAPEB, FFB, Fédération SCOP BTP, FNTP) et les organisations syndicales de salariés de la Profession du BTP (BATIMAT CFTC, CFE-CGC BTP, FNSCBA-CGT, FGFO, FNCB-CFDT).

Il est chargé de mettre en œuvre et de coordonner en France, en déclinaison des partenaires sociaux et des CPNE conjointes du Bâtiment et des Travaux Publics, la politique de formation professionnelle, notamment initiale par l'apprentissage aux métiers du BTP.

### ➤ Missions légales du CCCA-BTP<sup>1</sup> :

Le CCCA-BTP a pour missions de :

- **informer les jeunes, leur famille et les entreprises du BTP sur la formation professionnelle et en particulier l'apprentissage et sur les métiers du bâtiment et des travaux publics ;**
- **développer la formation professionnelle dans les métiers du BTP** par des financements des centres de formation d'apprentis (CFA) du BTP ;
- contribuer à la formation des formateurs de CFA et des maîtres d'apprentissage ;
- participer au financement pour l'acquisition de matériel technique et pédagogique ;
- **financer les actions de préformation et d'insertion professionnelle des jeunes de moins de 30 ans et celles d'animation et d'accompagnement connexes à la formation des apprentis.**

### ➤ Missions conventionnelles du CCCA-BTP :

Par des accords de branches de **2004, 2005 et 2006**, les partenaires sociaux ont exprimé leur volonté de permettre à tout jeune accueilli dans le cadre de l'apprentissage BTP de devenir un professionnel qualifié et d'intégrer de façon durable une entreprise du BTP. Ils ont choisi de placer le CCCA-BTP au cœur de la politique de développement de l'apprentissage et de la formation, en lui confiant la mise en œuvre de la politique professionnelle qu'ils ont définie. Il joue un rôle actif en termes notamment de formation, de communication, d'études, de finances et de gestion techniques auprès des organismes de formation en apprentissage.

▪ **Formation** : le CCCA-BTP participe à la conception et à l'animation de la pédagogie spécifique du BTP. Il définit les orientations pédagogiques et en contrôle la mise en œuvre. Il conduit des recherches et expérimentations pédagogiques dont l'objectif est l'amélioration constante de la qualité de la formation<sup>2</sup>.

Il concourt au développement de l'accompagnement socio-éducatif des CFA du BTP et promeut la mobilité européenne des apprentis via le programme ERASMUS<sup>+</sup>.

▪ **Communication** : le CCCA-BTP met à la disposition des CFA du BTP des supports de communication sur les métiers et l'apprentissage BTP et mutualise les bonnes pratiques afin de renforcer et d'assurer la cohérence des actions de communication de l'apprentissage BTP.

▪ **Études** : le CCCA-BTP réalise des études, tant au niveau national que régional ou local, permettant d'analyser les besoins de renouvellement de la main-d'œuvre qualifiée pour adapter son dispositif de formation au plus près des besoins des entreprises, des apprentis et des organismes de formation.

▪ **Finances /gestion** : le CCCA-BTP contribue au financement des CFA du BTP, assurant la formation des apprentis dans des entreprises relevant des conventions collectives nationales du bâtiment et des travaux publics.

▪ **Relations sociales et GRH** : le CCCA-BTP impulse une politique de gestion et de management des ressources humaines des personnels des centres de formation du BTP.

---

<sup>1</sup> **Article L. 6331-36** : la cotisation prévue à l'article L. 6331-35 concourt au développement de la formation professionnelle initiale, notamment de l'apprentissage, et de la formation professionnelle continue dans les métiers des professions du bâtiment et des travaux publics.

<sup>2</sup> 13 juillet 2004 sur les **six axes de progrès pour la formation initiale et l'apprentissage** dans le bâtiment et les travaux publics : **qualité de l'accueil et de l'orientation des jeunes ; qualité de l'accueil et de la formation en entreprise ; qualité de l'accueil et de la formation en CFA ; qualité des examens ; qualité de l'accompagnement professionnel en cours d'apprentissage ; qualité de l'intégration professionnelle.**

▪ **Techniques** : le CCCA-BTP apporte conseil et assistance technique pour la construction, aide au choix des solutions d'équipements de CFA.

\*

En **2018/2019**, les CFA de l'apprentissage BTP a formé plus de **54 400** jeunes en alternance dans **38 000** entreprises formatrices partenaires.

Les CFA du BTP proposent une offre et des parcours de formation du CAP au diplôme d'ingénieur dans plus de **30 métiers du bâtiment et des travaux publics**, ainsi qu'une offre de titres professionnels, l'apprentissage BTP affichant **83 % de réussite aux examens...**

## **2. CONTEXTE GÉNÉRAL : FACTEURS MULTIFORMES DE L'ABANDON OU DE LA RUPTURE DU CONTRAT DE FORMATION**

La reprise de la Construction, les grands plans d'urbanisme, l'encouragement fiscal, les taux bas des emprunts immobiliers, la pression des besoins d'habitats et d'hébergement urbains et de l'aménagement des territoires, la politique environnementale et les économies d'énergie ou circulaires, les innovations techniques et technologiques (les matériaux, la conception BIM, etc.), les villes nouvelles intelligentes... ont soutenu et réamorcé des besoins forts de compétences et des savoirs professionnels, de qualifications ou de requalifications professionnelles dans le bâtiment et les travaux publics...

L'observation de la formation initiale par la voie de l'apprentissage dans les métiers du BTP conduit à mesurer des taux de rupture et d'abandons des apprentis du secteur. Cette même observation conduit à identifier des parcours de formation assez longs lors desquels les apprentis enchainent plusieurs préparations de diplômes (exemple d'un CAP suivi d'un CAP connexe en une année puis d'un Brevet Professionnel). La mesure la plus essentielle est de ce fait celle qui évalue le taux de rupture de première formation. Elle est fondamentale autant pour la conduite à son terme du premier contrat d'apprentissage que pour la poursuite de formation, conduisant à un degré de maîtrise des compétences professionnelles recherchées par les entreprises du secteur économique. Un effort particulier est considéré comme nécessaire pour sécuriser les parcours de formation, et notamment le premier contrat d'apprentissage.

Par ailleurs, la modification des systèmes de financements, l'ouverture de l'apprentissage à la concurrence de domaines de formation et entre opérateurs de formation pour les mêmes parcours, les objectifs de performances des formations et de la gestion des CFA, ...nécessitent encore davantage pour le CFA de satisfaire et d'accompagner les besoins de stabilisation, d'« attachement », de fidélisation et d'intégration des jeunes dans leur cursus et parcours de formation, avec notamment une prise en compte du contexte, de la sociologie et du statut de l'apprentissage, de l'apprenant et de toutes les composantes de l'écosystème : l'apprenti, l'entreprise et l'organisme de formation, les contenus pédagogiques et les infrastructures d'accueil, d'acquisition des savoirs, les systèmes d'acquisition des savoirs professionnels, de valorisation et de reconnaissance des compétences, ...

Les taux de rupture de contrat d'apprentissage sont, tous secteurs confondus, de l'ordre d'un sur quatre. Dans le secteur du BTP, le taux d'abandon lors de la première formation est de l'ordre de 24% et est particulièrement déterminant dans la poursuite de l'acquisition d'un haut niveau de maîtrise professionnelle. Les jeunes ayant mené à terme leur premier contrat connaissent des ruptures beaucoup moins importantes dans les formations de poursuite d'études.

En France depuis 1995, le taux de ruptures brut des contrats d'apprentissage tous secteurs confondus reste constant<sup>3</sup> avec une proportion d'une rupture pour quatre jeunes. Les approches socio-économiques permettent de situer le BTP et le réseau des CFA du BTP par rapport aux taux d'abandon et aux taux de ruptures tels que définis précédemment.

La dernière étude disponible nous indiquait que le BTP affichait pour les contrats signés en 2013-2014 un **taux d'abandon** à 360 jours établi par la DARES de 26,2% et un **taux brut** de rupture de 33,7% (derrière l'hôtellerie restauration avec respectivement 40,3% d'abandons et 51,2% de rupture brut et devant le transport logistique avec respectivement 15,7% et 18,2%)

Pour les trois régions participant à cette étude, Haute Normandie, Pays de Loire, Poitou Charentes ; le taux d'abandon était de 16,7% et le taux brut de rupture brut de 26,6% (un écart de 10 points contre 7,5 dans les données de la DARES)

Ce qui montre l'effort des CFA du BTP pour qu'une rupture de contrat ne se traduise pas systématiquement par un abandon de la formation. En effet, une rupture de contrat peut trouver comme épilogue la signature d'un nouveau contrat grâce à l'accompagnement dont les jeunes bénéficient dans les CFA du BTP.

Cet accompagnement a donc permis aux CFA du BTP de démontrer leur capacité à trouver un nouveau contrat, à la suite d'une rupture, avec un **ratio abandon/rupture** de 77,8%, le réseau des CFA du BTP se plaçant cette fois parmi les meilleurs et nettement avant le Transport Logistique.

Sont considérées comme des « ruptures » les situations dans lesquelles l'alternant a rompu son contrat avant la date de fin prévue.

Le **taux de rupture brut** est la proportion d'alternant ayant rompu leur contrat avant la date de fin prévue (qu'un autre contrat ait été signé ensuite ou non). Cette définition est la même que celle utilisée par la Dares.

Sont considérées comme des abandons du dispositif, les situations dans lesquelles l'alternant a rompu son contrat avant la date de fin prévue et n'a pas repris de contrat d'alternance dans les 180 jours (6 mois) après la rupture. En revanche, ne sont pas considérées comme abandons, les situations dans lesquelles les alternants ont rompu leur contrat en raison de l'obtention du diplôme préparé.

Le **taux de rupture net ou taux d'abandon du dispositif** est la proportion d'alternants ayant rompu leur contrat sans avoir obtenu leur diplôme et ne reprenant pas un contrat d'alternance en moins de 180 jours après la rupture

Les « décrocheurs » sont donc au centre des préoccupations. On appelle un "décrocheur" un élève qui quitte ou risque de quitter prématurément le système scolaire ou professionnel sans avoir obtenu de diplôme (CAP, bac pro ou bac).

Les motifs de ruptures de contrats d'apprentissage sont nombreux, de même que leurs temporalités. La relation CFA/Jeune/Entreprise semble au cœur d'une stabilité dans les contrats d'apprentissage mais elle démontre avant tout que l'essentiel des apprentis confrontés à une rupture sont également confrontés à des problématiques de construction de leur identité professionnelle.

---

<sup>3</sup> Ministère de l'Éducation, 1995 ; Rapport DREANO, 2001 ; ABRIAC, RATHELOT, SANCHEZ, 2009 ; ACFCI, 2010 ; CART et alii, 2007

Les motifs invoqués par les apprentis sont variables. On y trouve par exemple :

- Une rupture à son initiative ou en commun accord avec l'entreprise ;
- Une formation ou un métier qui ne correspond pas à ses attentes ;
- Certaines ruptures en raison d'une embauche avant la fin du contrat d'apprentissage ;
- Des difficultés relationnelles dans l'entreprise ;

\*

### ***La réforme de l'apprentissage, pour une « liberté de choisir son avenir professionnel », loi du 5 septembre 2018, vecteur d'attractivité et d'insertion dans les filières et parcours de formation BTP...***

Par la libéralisation du secteur de la formation, la convergence des dispositifs de la formation professionnelle initiale et continue et la nécessité d'une performance des outils de formation aux moindres coûts, la réforme de l'apprentissage et de la formation met, au premier plan, les perspectives d'attractivité des filières professionnelles, d'insertion et de réussite aux formations et, préalablement, de bonne orientation professionnelle des candidats à l'emploi et aux formations.

Les missions légales des opérateurs de formation en apprentissage s'en trouvent également impactées<sup>4</sup>.

De la réponse apportée à cette préoccupation de prévention des abandons et des ruptures en cours de formation dépendra incontestablement le saut quantitatif et qualitatif attendu autour de l'apprentissage BTP, comme il en va de l'apprentissage en général (dépasser la barre « culturelle » des 7 % de jeunes en apprentissage, en France, là où ils sont 15 % dans les pays qui ont réduit le chômage de masse des jeunes ou améliorent la perspective de reconversion d'adultes en recherche d'emploi...).

### **3. OBJECTIFS DE L'APPEL A PROJETS ET DES PROJETS ELIGIBLES**

Choisir un métier et par voie de conséquence une formation et s'y inscrire pour atteindre un objectif de qualification résulte de processus complexes de construction identitaire dont font partie notamment le fait adolescent et l'allongement de la jeunesse. Sociologiquement l'effet du système d'orientation avec un pallier principal en fin de troisième et qui impose des prises précoces de décision à des scolaires autorise même certains auteurs à parler d'adolescence abrégée et d'adultes émergents.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> Les articles L. 6111-3 et L. 6231-2 (C. trav) prévoyant notamment dans les missions des CFA : l'accompagnement des apprentis ayant interrompu leur formation et de ceux n'ayant pas, à l'issue de leur formation, obtenu de diplôme ou de titre à finalité professionnelle vers les personnes et organismes susceptibles de les accompagner dans la définition d'un projet de poursuite de formation ; l'accompagnement des apprentis dans leurs démarches pour accéder aux aides auxquelles ils peuvent prétendre. (...) L. 6111-8 : chaque année, pour chaque centre de formation d'apprentis et pour chaque lycée professionnel, sont rendus publics quand les effectifs concernés sont suffisants : le taux d'obtention des diplômes ou titres professionnels ; le taux de poursuite d'études ; le taux d'interruption en cours de formation ; le taux d'insertion professionnelle des sortants de l'établissement concerné, à la suite des formations dispensées ; la valeur ajoutée de l'établissement ; le taux de rupture des contrats d'apprentissage conclus.

<sup>5</sup> Le CEREQ pointait que 30 % des lycéens auraient préféré entrer en apprentissage. Parmi ceux-ci, certains ignoraient l'existence de cette voie en fin de troisième.

L'appel à projet entend susciter des propositions permettant de sécuriser les parcours de formation des apprentis du BTP. À ce jour, il n'a pas été possible d'établir de liens de causalité entre une ou plusieurs caractéristiques individuelles et des situations de rupture. Les indicateurs à prendre en considération sont donc listés dans le paragraphe ci-dessous. Ils sont des éléments d'explication de processus pouvant mener, ou non, à des ruptures de contrat d'apprentissage et/ou à des abandons (arrêt de la formation). Ils ne devront pas être considérés en eux-mêmes comme des causes uniques de ruptures.

Les appels à projets retenus s'appuieront sur la mise en place d'actions visant à :

- Faciliter la construction de l'identité professionnelle des apprentis et futurs apprentis,
- Faciliter la mise en place de moyens d'actions permettant d'identifier et de suivre les moments critiques susceptibles de conduire à une rupture de contrat d'apprentissage,
- Faciliter l'engagement dans un parcours professionnalisant.

L'analyse de la pertinence des actions proposées s'appuiera sur :

- **l'âge**, qui, à différents stades, modifie la perception qu'un jeune et moins jeune aura d'un métier ;
- la **distance entre le lieu de résidence du jeune et le lieu de formation ou de travail** ;
- l'offre de formation de proximité ;
- l'implication du porteur de projet dans l'information des jeunes quant à la réalité du travail salarié et de la formation par apprentissage ;
- La qualité des démarches proposées (méthodologie, partenaires, ressources mobilisées...) ;
- L'engagement dans un objectif réaliste d'efficience du projet présenté.

**Les projets portés intégreront (peu ou prou) toutes ces dimensions ; leur prise en compte fera la réussite du projet portant des mesures de prévention des ruptures et des abandons.**

#### 4. PRINCIPALES CARACTERISTIQUES ATTENDUES DES PROJETS

##### ➤ **Points forts attendus des projets et axes à privilégier :**

Comprendre la signification d'un arrêt de formation qui change radicalement de signification selon la situation spécifique de chacun des participants et des participantes exige une approche systémique et une dimension importante accordée à la personne et au processus mis en jeu dans les situations de rupture et d'abandon.

\*

**La mise en œuvre du projet devra permettre d'obtenir, en quelques semaines ou mois (selon le calendrier du déploiement), des bénéfices « mesurables » par une baisse des taux d'abandon et de rupture.**

➤ **Pondération des appréciations des projets : une meilleure notation seront accordées aux projets ciblant :**

- des **démarches innovantes ou une innovation<sup>6</sup>** ;
- le recours aux **partenariats** et à des **cofinancements** ;
- les **valeurs ajoutées des projets des porteurs** ;
- la **prise en compte d'indicateurs de mesures de l'amélioration continue de l'exploitation du projet ou de ses livrables** ;
- la **mutualisation à grande échelle du projet sélectionné dans la limite de sa possible duplication** ;

➤ **Axes privilégiés :**

Le CCCA-BTP mène des travaux sur le sujet depuis de nombreuses années et offre déjà des ressources utilisables (Baromètre vie apprentis, Baromètre vie entreprise par exemple). L'approche sociologique a pu montrer des phénomènes d'affiliation positives ou négatives par rapport à l'apprentissage (voir par exemple les travaux de M. Gilles Moreau). Ce point de vue conduit à constater qu'une raison exprimée de rupture est emblématique de problèmes pluriels et parfois non identifiés par les acteurs de l'apprentissage eux-mêmes (jeune, CFA et entreprise). Des travaux ont été également conduits en sciences de gestion. Ils sont conduits à élaborer des typologies quant à des probabilités sur des situations ou caractéristiques individuelles dans les populations de jeunes en ruptures ou qui arrêtent leur formation professionnelle.

Il est aujourd'hui acquis qu'il n'existe pas une ou quelques causes de ruptures mais que les ruptures et abandons sont liés à des processus qui se construisent sur un laps de temps. Les axes privilégiés sont donc liés à la construction d'un accompagnement axé sur la sécurisation durant le parcours de formation. Ils conduiront à être particulièrement attentif aux projets portant sur la construction de l'identité professionnelle, la résolution constante des difficultés rencontrées par les apprentis et les entreprises, la qualité de la construction et celle du pilotage du triangle de l'alternance.

➤ **Eligibilité et conditions de sélection des projets liées aux porteurs pressentis**

Compte tenu de l'objet social et des missions du CCCA-BTP, de l'origine et de la nature juridique des fonds utilisés pour le financement des projets, les **porteurs** ou participants/membres de groupements, contribuant au portage, au pilotage, à la conception ou à la mise en œuvre desdits projets **seront plutôt des acteurs de la formation du BTP, pouvant, par ailleurs, être des bénéficiaires des projets sélectionnés et financés.**

Le présent appel à projets vise donc principalement, de manière privilégiée mais non exclusive, tout **opérateur de formation notamment en apprentissage, dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et connexes, ou encore, en lien avec les acteurs du BTP.** Mais aussi, **des opérateurs économiques pouvant faire valoir des références et des expériences dans ce secteur, compétents en**

---

<sup>6</sup> Dans le domaine économique, cela se traduit par un nouveau service, outil, produit ou processus pouvant être directement implémenté dans l'activité et répondant aux besoins (apprenant, entreprise, acteurs de la formation). Elle est immédiatement mise en œuvre par les entreprises ou les acteurs de la formation ou de l'emploi dans le but d'obtenir un avantage compétitif.

**matière d'orientation et d'apprentissage BTP, doté d'une personnalité morale et d'une capacité à atteindre, accompagner ou agir pour les publics cibles (jeunes, salariés et entreprises).**

S'agissant de CFA du BTP ou d'organismes de formation qui seraient porteurs de projets, ils sont invités, dans la mesure du possible, à **faire acte de candidature de manière groupée** (notamment, en groupement avec des partenaires et ou avec des entreprises du secteur du BTP ou connexes). Le groupement devra désigner un chef de file et le mandater à agir au nom de l'ensemble des membres. Le chef de file – mandataire sera le porteur du projet.

Le ou les projets devront concourir à la mise en place par leur(s) porteur(s) d'un projet innovant concernant plusieurs structures-opérateurs et/ou permettant, de préférence, des mutualisations ou coopérations dans la maîtrise d'ouvrage ou d'œuvre des mises en exploitation et déploiement des projets. Aussi, la réponse à l'appel à projets pourra de préférence viser des groupements d'acteurs et partenariats nationaux, interrégionaux.

### ➤ **Bénéficiaires finaux des projets et des livrables des projets financés**

° **Pour les apprenants** : toute personne souhaitant accéder à une formation notamment en alternance et par l'apprentissage.

° **Pour les entreprises**, celles ayant notamment besoin de :

- Etre accompagnées dans le recrutement de jeunes et dans leurs démarches administratives liées au recrutement d'alternants ;
- Attirer les jeunes vers les métiers à forts besoins de recrutement ;
- De mieux appréhender les besoins et attentes des jeunes alternants ;
- Diminuer le nombre de mauvaises expériences en tant qu'entreprise formatrice.

## **5. BUDGET DE L'ENVELOPPE PROJET DEDIEE – BUDGET DU PROJET**

### • **Budget de l'appel à projets**

Le budget du CCCA-BTP flèche une ligne de financement au titre de subventions en direction de projets promouvant la prévention des ruptures et des abandons en formations initiales en alternance.

À titre indicatif, l'appel à projets pourrait mobiliser, pour l'ensemble des projets retenus, un **budget total ou d'amorçage plafonné, au maximum, à environ 500 K.€ encore sur 2019, pour la tranche finançable garantie.**

Ce budget est un **budget maximum** et non le budget attribué. Il **sera réparti entre plusieurs porteurs et plusieurs projets.**

### • **Budget des projets**

Chaque projet peut prétendre à un maximum de 200 K.€ de financement.

Les projets devront présenter un plan de financement équilibré, la subvention du CCCA-BTP ne couvrant qu'une partie du financement total du projet.

Les porteurs de projets devront donc être en mesure de mobiliser d'autres types de financement, notamment privés.

### ➤ Modalités de financements et dépenses éligibles

Les **dépenses éligibles** sont constituées des coûts directement liés à la conception et à la mise en œuvre du programme, dès lors que ces coûts sont dûment justifiés, par exemple :

- les coûts d'études et d'ingénierie de la proposition ;
- les coûts liés à la coordination, au suivi et à l'amélioration continue de l'action, les coûts d'évaluation ;
- les coûts de recours à la sous-traitance de prestataires ou fournisseurs associés au projet et à son déploiement, sous réserve que cette sous-traitance ne dépasse pas 30 % du montage du projet ou de son déploiement, sauf exception ;
- les coûts de campagne, de promotion ou de communication, y compris événementielle ;
- des coûts d'équipement (logiciel, matériels, matières d'œuvres, agencements, ornementsations, etc.).

Ne font pas partie des dépenses éligibles à un financement par le présent appel à projets, les investissements immobiliers liés à des constructions ou des entretiens d'immeubles. Le CCCA-BTP n'exclut toutefois pas la prise en compte d'un équipement dans le budget du projet en lien avec celui-ci.

L'aide sera versée en trois tranches :

- une **première tranche**, correspondant à **30 % de l'aide**, au moment de la contractualisation ;
- une **deuxième tranche**, correspondant à **40 % de l'aide au maximum**, à mi-programme, à l'appui d'un état des dépenses engagées et de travaux/livrables produits ou justifiés ;
- un **solde (30 %)**, à l'issue du programme, sous réserve de la réalisation effective des dépenses, à la transmission d'un rapport-bilan final du projet, et sous réserve de l'atteinte du résultat proposé (entrée effective d'apprenants en formation notamment).

## 6. FORMALISATION DE L'ACCORD SUR LA SÉLECTION D'UN PROJET

L'**accord-cadre de projet** et la convention de subvention souscrits à l'issue de la sélection est plutôt mono-attributaire et est passée avec un porteur de projet ou le chef de file du groupement sur mandats exprès des membres du groupement.

La **convention de subvention** sera établie avec chaque lauréat. Elle précisera notamment : le **contenu du projet** ; le **calendrier prévisionnel de déploiement** ; les **éléments d'appréciation nécessaires à l'analyse de la conformité des subventions (durée, coûts/charges financés, ...)** ; le **montant de la subvention des tranches**, les **critères et le calendrier prévisionnel de déclenchement des tranches successives** ; les **modalités de pilotage local, de suivi** ; les **objectifs de performance de l'utilisation du financement** ; les **modalités de communication** ; les **indicateurs de suivi et de réussite du projet** ; etc.

## 7. RÈGLEMENT DE CONSULTATION – CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE

Communication de pièces techniques et administratives requises par l'accord-cadre et la convention de subvention :

### ➤ Pièces de la réponse afférente à la nature et technicité du projet :

Le projet devra comprendre :

- une présentation du porteur de projet et de ses éventuels partenaires-participants au groupe projet, s'il porte en groupement d'entreprises ;

- une description des moyens humains pressentis sur le projet (par structure, identifiez le nombre de professionnels mobilisés et leur rôle dans le projet) ;
- un détail des moyens techniques mobilisés (par structure, identifiez les ressources mises à la disposition des bénéficiaires) ;
- une présentation des actions prévues au titre des objectifs assignés ;
- une description de la gouvernance du projet (décrire la composition du comité de pilotage du projet et le calendrier prévisionnel de son fonctionnement) ;
- l'équipe projet et les méthodes de travail et de gestion de projet ;
- un calendrier-type de conception et de déploiement ;
- les références dans les mêmes domaines ;
- les annexes financières du dossier de candidature : tableau prévisionnel des dépenses du projet, par nature, par structure, par an ;
- le plan de financement exprimant le besoin de financement sur la durée du projet.

#### ➤ **Pièces administratives :**

Les **pièces administratives requises** sont :

- une lettre de candidature pour le projet et le consortium éventuel en cas de groupement d'entreprises mandatant le porteur du projet ;
- l'attestation de responsabilité civile du porteur et de ses partenaires (à jour) ;
- le dernier Bilan et compte d'exploitation du porteur et de ses partenaires, sous-traitants et intervenants indépendants ;
- l'extrait Kbis de l'équipe projet, y compris en cas de sous-traitance en chaîne ;
- la déclaration de sous-traitance nécessaire (DC4) ou de co-traitance incluant le RGPD ;
- l'accord-cadre (complété et signé), le cahier des charges/CCTP, le CCAGP des sous-traitants et
- le règlement d'appel à projets (paraphé et signé) ;
- le Relevé d'Identité Bancaire.

## 8. CONDITIONS ET CRITERES DE SELECTION

### • **Conditions de recevabilité et d'éligibilité**

Pour être recevables, les dossiers devront être **adressés complets dans les temps impartis** énoncés, ci-après. La **cellule d'appel à projets** s'assure de la **recevabilité et de l'éligibilité des projets**.

Est éligible toute personne morale répondant cumulativement aux deux critères ci-dessous dont la **santé financière est saine** et dont l'activité s'inscrit dans le **périmètre des porteurs possibles et des actions de cet appel à projets, sous réserve de la part de sous-traitance autorisée**.

L'appel à projets souhaite encourager le renforcement des coopérations existantes et la création de coopérations originales entre acteurs publics et privés d'un territoire, acteurs historiques et émergents.

Dans le cas de constitution d'un consortium, il est alors impératif de **désigner une personne morale juridiquement porteuse du projet et de présenter un accord de consortium**. Celui-ci détaillera notamment les règles de gestion entre les participants et, le cas échéant, lorsque le projet peut déboucher sur un « livrable », que le porteur et les participants au groupe projet souhaitent exploiter et commercialiser, le régime attendu de ces droits d'exploitation (notamment

patrimoniaux)<sup>7</sup>. L'accord formalisera la co-responsabilité des acteurs pour assurer l'atteinte des objectifs du projet, de ses effets et résultats potentiels.

- **Les critères de sélection des projets sont :**

Il s'agit de l'ensemble des points (sur 100 points) des critères de sélection de projets servant à l'attractivité des métiers et au développement des formations du BTP suivants :

- **Qualité et performance du projet, son caractère innovant et conforme aux attentes exprimées (offres de services/ services clients) /35 points ;**
- **Expertise et expérience dans le domaine de la formation, de l'apprentissage et du suivi socioéducatif ou socioprofessionnel, ainsi que la connaissance du secteur des métiers du BTP /20 points ;**
- **Calendrier et rétroplanning de la conception, de la réalisation et de la mise en exploitation du projet et de ses productions ainsi que l'équipe projets pressentie /15 points ;**
- **Perspectives de démultiplication, d'essaimage et de valeur ajoutée du projet et de ses « livrables » (indicateurs de performance du projet, ci-dessus) /20 points ;**
- **Budget prévisionnel du budget du projet / 10 points.**

De la **note obtenue** pourra dépendre, pour les projets retenus, le **pourcentage du montant de la subvention affectée à son « porteur »** au regard de l'ensemble du budget disponible pour l'appel à projet pour les thématiques.

**Les projets seront choisis en fonction des points suivants :**

- **la pertinence de la proposition, notamment au regard des orientations de l'appel à projets ;** capacité à atteindre les publics visés ; qualité des éléments et démarches de diagnostic préalable (relatif aux bénéficiaires, aux acteurs économiques, aux acteurs locaux et aux opportunités d'un territoire) ; qualité des actions proposées au vu de ces éléments de diagnostic ; caractère structurant du projet, par son ciblage et son volume...
- **la pertinence du ciblage à l'égard des problématiques spécifiques d'un territoire ou d'une région :** les propositions n'ont pas vocation à être uniformes sur l'ensemble des territoires.
- **qualité et crédibilité du porteur de projet ou consortium :** compétences et expériences réunies au sein du projet ; qualité de la gouvernance envisagée ; qualité du modèle économique ; qualité du système d'informations et modalités proposées pour documenter, évaluer et améliorer en continu le programme d'action ;
- **qualité et densité des partenariats territoriaux envisagés,** dans une logique d'accompagnement global et d'articulation aux dispositifs et acteurs existants ; capacité à mobiliser toute partie prenante pertinente, y compris acteurs économiques locaux et société civile ; **complémentarité avérée de la proposition au regard des dispositifs existants sur un territoire considéré ;**

---

<sup>7</sup> A ce titre, il est rappelé que le CCCA-BTP agissant dans le cadre d'une mission d'intérêt général privilégiera les projets dont l'exploitation des livrables futurs sera libre de droits et mutualisable.

- **qualité de la démarche d'expérimentation** ; capacité à faire évoluer le dispositif en mode agile, au fur et à mesure du déploiement du projet ; dispositifs envisagés de réflexivité, de pilotage, d'évaluation et de capitalisation des expériences.

## **9. DEONTOLOGIE ET ABSENCE DE CONFLITS D'INTERETS – CONFIDENTIALITE - RGPD - RESPONSABILITE**

### **• Transparence et régularité, égalité de traitement – déclarations d'intérêts**

Les documents transmis dans le cadre de cet appel à projets sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont utilisés que pour la bonne marche du processus de sélection.

Les phases de « dialogue » avec les candidats sont menées par le CCCA-BTP individuellement et séparément avec chaque candidat. Les candidats, les termes des discussions, épreuves et échantillons intermédiaires d'un candidat restent confidentiels et non communiqués par le CCCA-BTP aux autres candidats. Aucune indication n'est donnée au candidat par le CCCA-BTP sur les candidats et les projets concurrents jusqu'à la notification à l'attributaire du financement et dans la limite de ce qui est diffusable entre candidats (la seule publication des projets sélectionnés).

Les échanges sont menés dans le respect des principes d'égalité de traitement entre candidats et de mutualisation des informations relatives aux réponses d'intérêts communs pouvant servir positivement les offres de l'ensemble des candidats.

Aucune prise de contact n'est autorisée directement avec les membres du jury, pour garantir l'égalité et l'unicité de traitement des candidats et une mutualisation optimale des questions-réponses.

Toute personne ayant un intérêt personnel à agir dans les projets sélectionnés devra s'abstenir de donner son avis.

Les résultats de l'appel à projets font l'objet **d'une notification à chacun des porteurs de projet ayant candidatés.**

Dans toutes ses démarches, le porteur s'engage à respecter la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel en vigueur, en veillant notamment à l'information et à l'exercice des droits des personnes concernées.

Le projet s'inscrira dans le respect de l'application du règlement général européen relatif à la protection des données personnelles.

### **• Responsabilité**

La participation à l'appel à projets implique la connaissance et l'acceptation des risques liés à l'Internet, notamment en ce qui concerne les performances techniques, les temps de réponse pour consulter, interroger ou transférer des informations, les risques d'interruption, et plus généralement, les risques inhérents à toute connexion et transmission d'informations sur Internet, l'absence de protection de certaines informations contre des détournements éventuels et les risques de contamination par des éventuels virus circulant sur le réseau.

En conséquence, le CCCA-BTP ne saurait en aucune circonstance être tenu responsable, sans que cette liste soit limitative de :

- la transmission et/ou de la réception de toute donnée et/ou information sur Internet ;
- tout dysfonctionnement du réseau Internet empêchant le bon déroulement de l'appel à projets ;
- la perte ou de l'altération de toute information ou donnée ;
- la contamination du matériel informatique du candidat ;
- d'une indisponibilité temporaire, partielle ou totale, du site Internet notamment en cas de maintenance du site Internet ou du serveur sur lequel il est hébergé ;
- toute défaillance technique, matérielle et logicielle de quelque nature, ayant empêché ou limité la possibilité pour le candidat de participer à l'appel à projets.

Il est précisé que le CCCA-BTP ne peut être tenue responsable de tout dommage direct ou indirect issu d'une interruption, d'un dysfonctionnement quel qu'il soit, et ce pour quelque raison que ce soit, en lien avec l'utilisation d'un service de communication en ligne.

Il appartient à tout candidat d'adopter toutes les mesures appropriées de façon à protéger ses propres données et/ou logiciels stockés sur son équipement informatique contre toute atteinte et actes de piraterie.

## 10. SUIVI ET EVALUATION DES PROJETS

Le porteur de projet documentera la conduite de son projet de façon détaillée, pour favoriser la capitalisation des expériences. Il s'engage à renseigner des indicateurs permettant de s'assurer du déploiement des dispositifs tant sur leurs aspects qualitatifs que quantitatifs.

A l'issue du projet, un bilan quantitatif et qualitatif sera produit et présenté par le porteur de projet.

Le CCCA-BTP établira de son côté une évaluation des projets, en termes de mise en œuvre, de qualité et d'apports, notamment au moment du paiement des tranches de subventions. Le porteur de projet enverra complétés, selon la périodicité décidée avec le CCCA-BTP, les modèles adressés (suivi du planning du projet, suivi des temps de l'équipe projet, suivi du budget prévisionnel). La documentation rendant compte des actions financées dans le cadre de cet appel à projets, de leurs résultats et de leur impact, a vocation à être rendue publique au terme du processus, avec un souci de partage de l'information à l'ensemble des parties prenantes, dans l'intérêt général.

## 11. PERIODE DE DEPLOIEMENT DE L'APPEL A PROJETS

**L'appel à projets est ouvert lors de sa mise en ligne pour une période de 4 mois.**

L'instruction, l'évaluation et le classement des dossiers par le comité de sélection se feront en une vague.

## 12. COMMUNICATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE DU PORTEUR

**Pour pouvoir être instruits et évalués, les dossiers devront impérativement être déposés complets, sous forme électronique, avant cette date de clôture, la date et l'heure de réception faisant foi.**

➤ **Téléchargement du cahier des charges et du règlement de l'appel à projets**

Le présent dossier d'appel à projets et de consultation de porteurs est disponible gratuitement et **TÉLÉCHARGEABLE EXCLUSIVEMENT EN FORMAT DE CONSULTATION INFORMATIQUE ET NUMÉRIQUE** : à L'ADRESSE SUIVANTE : <https://www.ccca-btp.fr> rubrique achats publics/appels à projets.

(Aucun document papier complémentaire ne sera expédié par courrier)

➤ **Dépôt du dossier-projet(s) et de la candidature**

Le dossier-projets (technique et administratif) et les éléments de la candidature sont déposables :

→ **PAR COURRIEL (VIA WETRANSFER)**

à l'adresse : [cellule.aap@ccca-btp.fr](mailto:cellule.aap@ccca-btp.fr)

➤ **Date de dépôts et de communication des dossiers-projets par les porteurs**

La date et l'heure ultimes de dépôt des dossiers-projets est le :

**Le vendredi 14 février 2020 AVANT 14 HEURES.**

Les plis dématérialisés resteront « cachetés » et sous séquestre jusqu'à la date de réunion de la cellule d'ouverture des plis.

La confidentialité des dépôts et des échanges avec les porteurs de projets est garantie sans limite de temps, sauf informations légales obligatoires et réquisition d'un juge.

➤ **Dépôt du dossier-projet(s) complémentaire**

Seuls les dépôts électroniques et dématérialisés des dossiers de candidature « projets » via Wetransfer acquièrent date certaine au regard des échéances de dépôts et de restitution des dossiers-projets et du « projet final ».

### ➤ **Contacts pour tout renseignement**

**Contacts pour tous renseignements : Cellule d'appels à projets**

**Message courriel portant la mention « AAP préventions abandons et ruptures » à :**

**[cellule.aap@ccca-btp.fr](mailto:cellule.aap@ccca-btp.fr)**

(L'approche par échange de courriels est privilégiée pour permettre la mutualisation anonyme des questions et des réponses (« questions-réponses » - « FAQ » sur la plateforme internet CCCA-BTP)).

## **13. OUVERTURE DES PLIS, DIALOGUE, AUDITIONS ET SELECTION**

Les comités créés pour l'occasion ne sont pas publics ; les candidats ou leurs ayants droits ou leurs ayants cause n'y sont ni admis, ni représentés.

### ➤ **Ouverture des plis**

La cellule d'appel à projets procède à l'ouverture des plis, à l'examen et à l'évaluation technique des dossiers-projets au regard des attendus et propose au groupe de travail paritaire d'appel à projets (GTP AàP) une pré-sélection de projet, le GTP en assure la sélection qui sera présentée en Conseil d'Administration.

Le contrôle général de l'État et/ou le commissaire du gouvernement est invité aux réunions de sélection.

### ➤ **Dialogue et audition des porteurs de projet(s) dans la période de consultation et à l'issue d'une présélection des meilleurs projets**

Le CCCA-BTP se laisse l'opportunité d'organiser les auditions des candidats afin qu'ils présentent et précisent leur projet - période dite de « dialogue compétitif » avec les membres de la cellule d'appel à projets (lettre de dialogue et audition).

Cet échange peut améliorer la qualité du projet.

## **14. PUBLICITÉ DE L'APPEL À PROJETS ET DES PROJETS SÉLECTIONNÉS**

Le présent appel à projets a été rendu accessible à tous publics sur le site du CCCA-BTP, rubrique appels à projets.

Fait le **18 décembre 2019**,

Le Secrétaire Général  
Didier BOUVELLE